

Guerre au Congo : un émissaire du Hutu Power à Kinshasa ?

par Theo Englebert | 01 juillet 2026 | Enquête

African Facts a enquêté sur le passé de Thaddée Kwitonda un belgo-rwandais poursuivi pour génocide qui fait aujourd'hui la navette entre la Belgique et les cercles proches de la présidence congolaise et évolue dans un environnement trouble où se croisent l'ancien clan dirigeant du Rwanda et des membres de groupes armés criminels.

La reprise du conflit qui oppose Kinshasa au Mouvement du 23 mars (M23, soutenu par le Rwanda) dans l'est de la République démocratique du Congo a rebattu les cartes dans la région et offert une planche de salut aux responsables du génocide des Tutsi du Rwanda en exil et à leurs groupes armés qui constituent le fer de lance de la coalition pro-gouvernementale. African Facts **a déjà révélé les liens entre l'ancien premier cercle dirigeant du Rwanda et les milices combattantes sur le terrain.** Les extrémistes rwandais

disposeraient aujourd'hui de courroies de transmission dans les plus hautes sphères du pouvoir à Kinshasa.

De multiples sources sécuritaires et diplomatiques ont confirmé à African Facts la présence à Kinshasa dans les cercles proches du pouvoir de Thaddée Kwitonda. Ce Rwandais de 64 ans, naturalisé Belge, fait depuis 2006 l'objet de poursuite dans le pays pour son rôle présumé dans le génocide des Tutsi du Rwanda qui fit un million de victimes entre avril et juillet 1994. Nous avons pu vérifier sa présence périodique dans la capitale congolaise.

African Facts a donc enquêté sur cet homme au passé trouble qui s'avère lié à l'ancien premier cercle du pouvoir rwandais, mais également à des groupes armés criminels constitués par les génocidaires rwandais en exil au Congo, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et le Ralliement pour l'unité et la démocratie Urunana (RUD-Urunana), responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans les provinces du Kivu.

Un adepte impénitent du Hutu Power

Ancien chef du personnel et secrétaire général adjoint de la Banque nationale du Rwanda, Thaddée Kwitonda fut l'un des cofondateurs de la Coalition pour la défense de la république (CDR, le parti le plus radical du Hutu-Power) et un modeste actionnaire de la Radiotélévision libre des mille collines (RTLM, station de radio privée à partir de laquelle furent coordonnés les massacres au Rwanda en 1994). Il vivait à l'époque dans le quartier de Nyakabanda où il était le voisin direct d'un certain Callixte Mbarushimana, alors informaticien au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce dernier est aujourd'hui poursuivi en France pour son rôle présumé dans le génocide.

Un mois avant le génocide, Thaddée Kwitonda et Callixte Mbarushimana furent soupçonnés d'avoir participé à une tentative de déstabilisation du représentant du PNUD dans le pays. À la fin du mois d'avril 1994, Thaddée Kwitonda emménage à Butare dans le Sud du Rwanda où il est accusé d'avoir participé au génocide des Tutsi.

Visiblement piqué par la politique, Thaddée Kwitonda n'a pas cessé ces activités en exil. Immédiatement après le génocide, il aurait résidé dans les environs des camps de réfugiés de Kashusha et Inera, au nord de la ville frontalière de Bukavu, au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo). Alors qu'il est employé par l'ONG Caritas International dans les camps, il rejoint le Rassemblement pour le retour des réfugiés (RDR, rebaptisé depuis Forces démocratiques unifiées), une organisation qui rassemble les génocidaires avec pour objectif de revenir au Rwanda par la force.

Après la destruction des camps de réfugiés et le déclenchement de la première guerre du Congo en 1996, Thaddée Kwitonda séjourne à Nairobi (Kenya) où il continue de militer pour le RDR avant de gagner la Belgique. Il participe dans le pays à la création d'un vaste réseau de collecte de fonds sous le couvert d'associations sans but lucratif pour le bénéfice du RDR.

Un proche des groupes armés

Ainsi le 12 janvier 2002, Thaddée Kwitonda participe à la création d'une structure de ce genre à Gand, dans la région flamande. African Facts s'est procuré les documents relatifs à cette réunion où se retrouve un aréopage d'extrémistes rwandais. Sont ainsi présents cinq autres actionnaires de la radio RTLM ainsi que la femme du ministre de l'Intérieur génocidaire (arrêté en 1998 et condamné à la prison à vie par le Tribunal pénal international pour le Rwanda). Deux des participants sont aujourd'hui poursuivis en Belgique : Marcel Sebatware, ancien membre comme Thaddée de la CDR et ancien patron de la cimenterie du Rwanda et Emmanuel Nkunduwimye, ancien milicien.

La réunion du 12 janvier 2002 s'avère également révélatrice de la véritable nature du RDR ainsi que des fréquentations de Thaddée Kwitonda. En effet, le bras armé du Hutu-Power créé quatre ans plus tôt à Kinshasa et actif officiellement depuis deux ans, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), monte en puissance sur le terrain comme dans la diaspora rwandaise. Trois cadres importants de cette organisation sont présents ce jour-là à Gand, le responsable

du comité local belge Dominique Munyampeta, le porte-parole du groupe armé Anastase Munyandekwe ainsi que le commandant Joseph Nzabonimpa.

Cette même année 2002, l'ancien voisin et ami de Thaddée, Callixte Mbarushimana, pose ses valises en France où il obtient l'asile. Lui aussi a rejoint les FDLR dont il deviendra commissaire aux finances en 2004, puis secrétaire exécutif en 2007, c'est-à-dire l'un des plus importants dirigeants de l'organisation. Dès cette époque, Thaddée Kwitonda entretient donc des liens avec au moins quatre cadres des FDLR.

Un trio dans l'orbite de l'ancien premier cercle rwandais

Thaddée Kwitonda, Anastase Munyandekwe et Joseph Nzabonimpa s'avèrent par ailleurs tous les trois liés au premier cercle politico-affairiste qui régnait jadis sans partage sur le pays des mille collines et que l'on surnommait l'Akazu (« la maisonnée » en kinyarwanda). Pour saisir cette connexion, il faut s'intéresser à leurs épouses respectives.

Thaddée Kwitonda a épousé la grande sœur de la ministre de la Famille et de la promotion féminine du gouvernement génocidaire Pauline Nyiramasuhuko qui purge une peine d'emprisonnement à perpétuité incompressible (réduite en appel à 47 ans) prononcée par le TPIR. Cette dernière était une amie proche de la première dame rwandaise Agathe Kanziga et African Facts **a déjà révélé dans une précédente enquête** la proximité qui continue d'unir ces deux familles jusqu'à aujourd'hui.

Pauline Nyiramasuhuko a aussi une petite sœur et il se trouve que l'époux de cette dernière n'est autre que Anastase Munyandekwe. Quant à Joseph Nzabonimpa, ancien commandant de l'armée rwandaise détaché auprès des renseignements intérieurs en 1994 et officier de liaison auprès de la Mission des Nations Unies au Rwanda (MINUAR), il a épousé une nièce du défunt dictateur Juvénal Habyarimana.

À propos d'Anastase Munyandekwe. Cadre de l'Office national des Postes, Anastase Munyandekwe vivait dans le quartier de Rugunga, à moins de 3 km de Thaddée Kwitonda et Callixte Mbarushimana et militait dans un parti politique concurrent, le Mouvement démocratique républicain (MDR). Il y était néanmoins surnommé, Kimwamwanya (une locution en kinyarwanda qui suggère la duplicité) car considéré comme un agent infiltré pour le compte du clan présidentiel. Après le génocide, il a lui aussi vécu au camp de Kashusha, au Sud Kivu. Depuis 1996, il figure sur la liste de ceux que le Rwanda considère comme des génocidaires de « première catégorie » et souhaite poursuivre. Il sera le commissaire à l'information des FDLR et un important rouage financier entre la diaspora et le groupe armé avant d'en être exclu vers 2008 à la suite d'accusation de détournement de fonds.

À propos de Joseph Nzabonimpa. Accusé d'être l'un des principaux artisans des rafles massives visant les Tutsi qualifiés d'ibytso (« complices » en kinyarwanda) à la fin de l'année 1990, Joseph Nzabonimpa aurait ensuite officié au Service central de renseignement (SCR) ainsi qu'au sinistre Centre de recherche criminelle et de documentation (CRCD). Bien que n'occupant pas de fonctions officielles au sein des FDLR, son nom apparaît à plusieurs reprises dans des rapports d'enquête des Nations Unies comme un rouage financier et un facilitateur au service des FDLR participant notamment à des rencontres cruciales. Il a quitté la Belgique et dirige désormais une société de logistique au Mozambique.

Un sulfureux intermédiaire

Depuis plus de vingt ans, le nom de Thaddée Kwitonda refait périodiquement surface dans le sillage des groupes armés rwandais actifs au Congo. Entre juillet 2007 et septembre 2008, il joue par exemple le rôle de facilitateur à Bruxelles d'un rapprochement entre des dissidents politiques rwandais et le Ralliement pour l'unité et la démocratie Urunana (RUD-Urunana), une scission des FDLR disposant de sa propre branche armée au Congo, les Imboneza (locution en kinyarwanda pouvant revêtir différent sens comme « les clairvoyants », « l'avant-garde » ou « les bons tireurs », mais induisant toujours un grand discernement et une grande cohérence/coordination vers un objectif commun).

Ce n'est pas la première fois que Thaddée Kwitonda revient dans la région des Grands Lacs alors même qu'il est poursuivi en Belgique. Arrêté en juillet 2012 en Ouganda où il séjournait sous une fausse identité, il avait été extradé vers Bruxelles où il fut brièvement incarcéré puis libéré en septembre de la même année. Cherchait-il uniquement à se soustraire à la justice belge où remplissait-il une autre mission dans ce pays frontalier du Congo ? Aucune explication officielle n'a jamais été donnée.

Nous ne sommes pas parvenus à joindre Thaddée Kwitonda, Anastase Munyandekwe et Joseph Nzabonimpa. La présence dans les sphères du pouvoir de Kinshasa de Thaddée Kwitonda, un individu lié à la fois aux groupes armés rwandais en exil et à l'ancien clan dirigeant du Rwanda, interroge. D'autant plus lorsque l'on considère le rôle capital que jouent les combattants Hutu rwandais et leurs supplétifs congolais sur le front. Quel est aujourd'hui le poids et l'influence de ces réseaux au sein du pouvoir congolais ? La question se pose.

par Theo Englebert
01/07/2026 | Enquête